

Luxfer, une lutte dans l'air du temps

La dernière entreprise française de production de bouteilles d'oxygène à usage médical a fermé au printemps 2019. Depuis, ses salariés ne désarment pas. La crise sanitaire actuelle donne un deuxième souffle à leur combat

GERZAT (PUY-DE-DÔME) - envoyée spéciale

Ces petites bonbonnes blanches, vous les avez sûrement déjà vues : rangées dans les compartiments à bagages des TGV, elles accompagnent les transferts de malades des régions les plus atteintes par le Covid-19 vers celles qui le sont moins. On s'en sert aussi dans les ambulances du SAMU, chez les pompiers, au sein des Ehpad, voire pour certains malades soignés à domicile. Autant dire qu'en temps de crise sanitaire, les bouteilles d'oxygène à usage médical sont un matériel stratégique. Or, la France n'en produit plus une seule depuis un an. Pire : avant sa fermeture au printemps 2019, l'usine Luxfer du Puy-de-Dôme était la dernière d'Europe continentale à fabriquer ces réservoirs en aluminium et fibre de carbone, légers et ultrarésistants.

Ainsi va la vie du capitalisme financier : sans le coronavirus, cette filiale du groupe anglo-américain Luxfer Gas Cylinders serait sans doute déjà morte et enterrée. Comme tant d'autres, l'entreprise de Gerzat, banlieue nord de Clermont-Ferrand, aurait tout bonnement rejoint le grand cimetière de l'histoire industrielle française, emportant avec elle 136 emplois et menaçant une poignée de sous-traitants. Aujourd'hui, pourtant, la pandémie pourrait changer le cours des choses. Prenant le relais de ses ouvriers, qui se sont longuement battus pour sauver leur établissement, des élus réclament le secours de l'Etat. Il faut agir vite, disent-ils, non seulement pour l'emploi, mais aussi pour assurer au pays l'autonomie dont il a manqué en matière de masques et de tests.

Dans son allocution télévisée du 12 mars, le président de la République n'a-t-il pas martelé que « déléguer notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner, notre cadre de vie, au fond, à d'autres est une folie » ? Dès le 19 mars, la députée socialiste du Puy-de-Dôme Christine Pirès-Beaune demande à l'Etat de reprendre le site de Gerzat. Bientôt, différents élus se rallient à cette cause, le groupe La France insoumise allant même jusqu'à déposer une proposition de loi en ce sens. Le 2 avril, un autre député du Puy-de-Dôme, le communiste André Chassaing, pose directement la question au ministre de l'économie et des finances lors d'une visioconférence organisée par le premier ministre avec les dirigeants de partis et les présidents de groupes parlementaires. Bruno Le Maire répond par la négative. Il est catégorique : « Ni les salariés ni les machines ne sont disponibles pour reprendre l'activité. »

Faux, rétorquent aussitôt les anciens ouvriers de Luxfer, qui adressent alors une lettre à Emmanuel Macron. Le site a beau être fermé, affirment-ils, une grande partie du per-

sonnel n'a pas retrouvé d'emploi. Il faut dire que la région de Clermont-Ferrand n'est pas au mieux de sa forme depuis que plusieurs entreprises ont baissé le rideau ces dernières années. Les machines, elles, sont encore là. Inactives. « Nous avons tout arrêté très proprement », explique Axel Peronczyk, jeune délégué CGT chargé de la maintenance. A seulement 26 ans, ce technicien, dont la famille est arrivée de Pologne au début des années 1920, connaît parfaitement l'histoire du site et celle, mouvementée, de son agonie depuis novembre 2018. Le 26, précisément, quand « les Anglais », comme on dit à Gerzat, annoncent brutalement leur décision de liquider la filiale française, pourtant bénéficiaire.

Aussitôt, l'angoisse et l'incompréhension déchainent une colère qui brûle encore, des mois après. Derrière la grille d'accès à l'usine, les énormes bennes destinées à barrer le passage et les inscriptions rageuses, en rouge sur les murs blancs, rappellent que la lutte fut rude jusque dans son tout dernier épisode. Pour empêcher les dirigeants de Luxfer de détruire leur outil de travail, les anciens ouvriers ont bloqué l'accès à l'entreprise, à partir du 20 janvier. « Une semaine avant, les propriétaires avaient déjà cassé pour 1 million d'euros de paniers de transfert, destinés à déplacer les produits, raconte Axel Peronczyk. Quand on a vu que leurs chenillettes étaient prêtes à continuer, on a décidé de s'installer là et de ne plus bouger. » Chaises et tables solidement campées devant les locaux, musique, banderoles et food truck, le siège a duré cinquante-trois jours, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Seule la perspective du confinement a eu raison de la mobilisation.

UN « SYMBOLE » DE GERZAT

Une telle détermination chez des salariés déjà licenciés, voilà qui intrigue. Mais Luxfer n'est pas n'importe quelle entreprise. Pour bien comprendre son importance à Gerzat, 10 500 habitants, il suffit d'observer sa position géographique. Contrairement aux nombreuses sociétés regroupées dans la zone industrielle, longue suite de cubes faussement design, l'usine a été construite à l'entrée de la ville, presque en face du premier commerce. A l'époque, en 1939, elle s'appelait Société métallurgique de Gerzat (SMG) et fabriquait des douilles d'obus sous la houlette de deux frères d'origine italienne, les Biginelli. C'est l'un d'eux, ingénieur et très inventif, qui mit au point des bouteilles monoblocs haute pression pour les gaz comprimés, ancêtres des actuelles bouteilles d'oxygène. Lorsque survint l'Occupation, la SMG, spécialisée dans le filage à chaud des alliages d'aluminium, est réquisitionnée par les Allemands. Dans les ateliers d'aujourd'hui, on peut encore voir les passerelles suspendues qui permettaient aux soldats de surveiller les ouvriers.

Ces forgerons, ces mécanos sont une partie de l'âme de la ville. A Gerzat, les rues s'appellent Marcel-Sembat, Jules-Guesde, Marx-Dormoy ou rue de l'Industrie – celle de Luxfer. Les cités ouvrières se succèdent sur fond de volcans, vestiges d'un demi-siècle d'architecture à loyers modérés. Jean Albisetti, maire Les Républicains de la commune depuis 2014, a toujours connu l'usine, puisqu'il est « né la même année qu'elle », à l'aube de la seconde guerre mondiale. Prenant vigoureusement parti contre la fermeture du site, il fait cause commune avec le délégué CGT de Luxfer, « alors que d'habitude, je ne suis pas vraiment d'accord avec eux », glisse-t-il. Car ce « jeune maire », comme il se définit en riant, voit dans l'entreprise un véritable « symbole » de sa cité. Au plus fort de son activité, pas loin de 400 personnes y travaillaient. A l'époque, c'était une filiale du groupe Pechiney, propriétaire du début des années 1960 à 2001.

Gérard Vigier a bien connu ce temps-là : trente-sept ans et demi dans la même boîte, ça laisse des souvenirs. D'autant qu'il s'agit d'une histoire de famille, puisque ses deux fils ont pointé chez Luxfer jusqu'à la fermeture. Retraité depuis 2005, ce mécanicien « formé à l'école Michelin » est entré chez Pechiney en 1969. « Je n'avais pas trop l'esprit Michelin, se souvient-il. Mon père y était mort de la tuberculose à 42 ans, après avoir travaillé au "noir", c'est-à-dire dans les gommages. J'avais une dent contre eux. » Lui s'est bien plu chez Pechiney. L'ambiance n'était « pas si mal », les gens « se serraient les coudes ». Jusqu'au début des années 1990, raconte-t-il, l'entreprise fabrique surtout des pièces d'armement. L'activité bouteilles est alors minoritaire – pas plus de 20 % du chiffre d'affaires (contre un peu plus de 60 % pour Luxfer France en 2018).

Tous ces produits sophistiqués, il pourrait en parler pendant des heures : les pièces de missiles pour les chars Leclerc, les tubes de lanceurs dits « MO » (pour Moyen-Orient), les douilles d'obus pour le belge Mecar, les bouteilles de 0,4 litre pour les sièges éjectables des Mirage 2000, les gaines pour piles à combustible des centrales nucléaires, les extincteurs... « Il y avait des compétences, observe Gérard Vigier. Le diplôme ne faisait pas tout. Ceux qui travaillaient dans les bureaux d'études n'étaient pas forcément ingénieurs. Ils venaient voir dans les ateliers si ça fonctionnait. »

Tout de même, l'atmosphère finit par se gâter. Aux licenciements, dès 1977, succèdent la nationalisation de Pechiney, en 1982, puis encore des départs dix ans plus tard. Mais c'est l'arrivée de Luxfer, en 2001, qui marque vraiment le début de la « débandade », selon Gérard Vigier. Il résume : « C'était notre plus gros concurrent. Il leur manquait des compétences pour le filage à chaud, celles qui permettent de travailler le zinc et le cuivre. Alors, ils nous ont rachetés. Et



« S'ILS ONT PENSÉ QU'ON ALLAIT SE LAISSER FAIRE, ILS SE SONT MIS LE DOIGT DANS L'ŒIL. ILS SONT TOMBÉS SUR DES AUVERGNATS »

AXEL PERONCZYK
délégué CGT

très vite, ils ont embarqué une partie de l'activité à Nottingham, en Grande-Bretagne. »

Vaille que vaille, Luxfer France continue tout de même de tourner. « On gardait à Gerzat le plus complexe », dit Axel Peronczyk. Autrement dit, le fleuron de la production, notamment les bouteilles dites de « type 3 », composées d'un alliage baptisé « 7060 », super-léger, super-solide. Pour bien faire comprendre la sophistication du procédé, le délégué CGT explique : « Imaginez une galette de 10 ou 20 cm de diamètre sur laquelle on pousse pour obtenir une bouteille de 1,3 mm d'épaisseur, presque indestructible. »

Jusqu'à la fin, ces « types 3 » ont été fabriquées sur la plus vieille presse de l'usine, celle de 1939, par des forgerons très expérimentés. Avec l'arrêt du site de Gerzat, cette compétence s'est perdue. Ou du moins, plus personne n'est en mesure de fabriquer des « types 3 ». Nulle part. « En 2016, les Anglais ont bien essayé de délocaliser une partie des bouteilles à usage médical, observe Axel Peronczyk, mais ils manquaient de savoir-faire. Du coup, c'est revenu chez nous. »

La brutalité de cette fermeture a laissé des traces. Non seulement au sein de l'entreprise,